



## Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

30 | 2005

Pour une histoire culturelle de la guerre au XIXe siècle

---

*Thèse de doctorat en histoire sous la direction de Jean-Noël Luc, Université Paris 4-Sorbonne, 1 248 f, soutenue le 4 décembre 2004 devant un jury composé de Jean-Claude Caron (président), Pierre Caspard, Alain Corbin, Olivier Faron, Jean-Noël Luc, Françoise Thébaud.*

**Ivan Jablonka, *Les Abandonnés de la République. L'enfance et le devenir des pupilles de l'Assistance publique de la Seine placés en famille d'accueil (1874-1939)***

Ivan Jablonka

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/2402>

DOI : 10.4000/rh19.2402

ISSN : 1777-5329

### Éditeur

La Société de 1848

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2005

ISSN : 1265-1354

### Référence électronique

Ivan Jablonka, « Ivan Jablonka, *Les Abandonnés de la République. L'enfance et le devenir des pupilles de l'Assistance publique de la Seine placés en famille d'accueil (1874-1939)* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 30 | 2005, mis en ligne le 01 avril 2008, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/2402> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.2402>

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

---

*Thèse de doctorat en histoire sous la direction de Jean-Noël Luc, Université Paris 4-Sorbonne, 1 248 f, soutenue le 4 décembre 2004 devant un jury composé de Jean-Claude Caron (président), Pierre Caspard, Alain Corbin, Olivier Faron, Jean-Noël Luc, Françoise Thébaud.*

## ***Ivan Jablonka, Les Abandonnés de la République. L'enfance et le devenir des pupilles de l'Assistance publique de la Seine placés en famille d'accueil (1874-1939)***

Ivan Jablonka

---

- 1 Toutes les innovations relatives à l'accueil des nouveau-nés sans parents ont vu le jour en Italie : c'est la civilisation italienne qui a inventé le mythe des enfants trouvés fondateurs d'empires, les premiers règlements entourant l'*expositio*, les modalités de l'oblation chrétienne et, à l'aube de la Renaissance, les tours des hospices dépositaires. La France a progressivement mis en œuvre ces nouveautés. À partir du XVI<sup>e</sup> siècle, l'instauration d'établissements destinés à recueillir les enfants non désirés coïncide avec l'accroissement de leur nombre, mais surtout de leur mortalité. C'est près d'un demi-millénaire plus tard que l'abandon et la mort se dissocient. Entre 1870 et 1914, la séparation entre la mère et le nourrisson cesse d'être fatale à ce dernier. Non seulement les enfants abandonnés dépassent l'âge de la prime enfance, mais leur jeunesse ressemble grossièrement à celle des autres, jalonnée par la mise en nourrice, la scolarité obligatoire, l'apprentissage du travail, le service militaire et le mariage.
- 2 À une époque où les enfants délaissés ne meurent plus en masse, où la collectivité entretient une riche et complexe bureaucratie pour les entretenir, l'acte d'abandon est-il encore porteur de sens ? Autrement dit, l'accueil et l'éducation des enfants sans

famille dans la France républicaine sont-ils dignes d'intérêt ? En fait, le fonctionnement de l'Assistance publique sous la Troisième République nous apprend beaucoup sur l'enfance et la jeunesse à l'époque contemporaine, mais aussi sur la parenté et la sociabilité dans les campagnes, sur l'État en général et l'État-providence en particulier, enfin sur l'idée républicaine.

De l'abandon d'enfants aux familles recomposées

- 3 L'abandon d'enfants est le fait d'une certaine organisation sociale. La hausse du nombre des enfants trouvés entre le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle et la fin du XIX<sup>e</sup> siècle reflète quelques traits caractéristiques de la société française – misère des domestiques et des ouvriers, infériorité civile des femmes, toute-puissance de l'administration. Surtout, la généralisation de l'abandon correspond à un certain mode de régulation familiale (supervisée par l'État). L'imperfection de la contraception et le déploiement de stratégies de promotion sociale expliquent que l'Assistance publique soit devenue le réceptacle des enfants surnuméraires. Ce n'est donc pas un hasard si la fortune de l'abandon, entre 1760 et 1890, correspond exactement à la naissance, à la vogue et à la vulgarisation du rousseauisme, qui concentre l'investissement affectif et financier des parents sur un nombre limité d'enfants. Sous la Troisième République, l'Assistance publique est chargée de recueillir le surplus des familles urbaines, enfants exhérédes de fait et soustraits à la puissance paternelle, et de le transvaser dans les familles rurales.
- 4 Confié à une famille d'accueil qui n'a aucun droit légal sur lui mais assure au quotidien son entretien et son éducation, le pupille s'insère dans une nouvelle parentèle par la force des choses. Cette parenté fictive est-elle vouée à s'effacer, est-elle illusoire parce que corrompue par l'argent, est-elle apte à remplacer les liens du sang ? Certains nourriciers se distinguent par leur cupidité, leur méchanceté, leur violence. La faible stature des enfants assistés, le caractère chronique de leurs maladies et leurs souffrances psychologiques (dont l'énurésie, l'hyperactivité et l'anémie constituent les traductions psychosomatiques) témoignent en partie de l'échec du placement familial rural. Une minorité de pupilles réussit à garder le contact avec les géniteurs absents : les correspondances sauvages, les visites éclair et les évasions vers Paris prouvent que l'affection prodiguée par la famille d'accueil peut être imparfaite.
- 5 Mais l'abandon est semblable à une bombe à retardement : ce n'est que sur le tard, vers dix-huit ou vingt ans, que les enfants assistés s'enquêtent de leurs parents biologiques. Même l'épreuve du travail agricole ne conduit pas le Petit Parisien à demander au directeur d'agence des renseignements sur sa famille. Il faut attendre le moment où la tutelle prend fin pour que les pupilles, comme affolés par la perspective de leur solitude prochaine, prennent réellement conscience de leur condition. C'est alors que le sentiment d'abandon devient incurable.
- 6 Ce retard dans la construction – ou plutôt la déconstruction – de soi s'explique par la stabilité du cocon administratif, mais aussi par le fait que le placement à la pension représente souvent une période heureuse dans la vie des enfants assistés. Entre ces derniers et les nourriciers s'ébauche une parenté qui n'est pas biologique ou juridique, mais affective, morale et sociale, et qui se manifeste par des actes d'amour et des feintes de consanguinité. Les pupilles s'insèrent assez naturellement dans les fratries de lait et les fratries composites, bien que la cohabitation trahisse des préséances ou suscite des jalousies. La culture chrétienne, réticente à admettre un lien entre générations en dehors du règne conjugal, a pourtant inventé la parenté baptismale. Comme le parrainage, le gardiennage, le *fosterage* et la mise en apprentissage, le

placement familial engage des adultes à participer à l'éducation d'un enfant qui ne leur appartient pas. Il s'intercale entre les deux pôles de la séparation définitive, l'abandon et l'adoption plénière.

- 7 Au final, le phénomène de l'abandon traduit la plasticité de l'institution familiale : non seulement certains parents parviennent à récupérer l'enfant qu'ils ont remis à l'Assistance publique quelques années plus tôt, mais les familles d'accueil, à même d'absorber les rejetons étrangers qu'on leur confie, renégocient en permanence leur système de parenté. Au moment où il décompose une famille, l'abandon en recompose une autre, plus étoffée et plus complexe. La parenté fictive, répandue dans les milieux populaires urbains, est donc aussi courante dans les campagnes, où les familles communautaires (ainsi que les nourriciers seuls comme les veuves désargentées) s'adaptent pour réagir aux besoins économiques, aux migrations et à la mort. Le caractère ouvert et flexible des familles d'accueil vient nuancer l'affirmation selon laquelle l'institution familiale constitue un pôle de référence intangible.
- 8 L'accueil d'enfants retarde-t-il la nucléarisation des familles rurales sous la Troisième République ? Fruit de la misère urbaine et de l'illégitimité (mais aussi d'une nouvelle ambition sociale), l'abandon pérennise dans les campagnes une économie familiale pré-moderne, ouverte, fluide et fourmillante, au sein de laquelle l'enfant assisté circule, semblable à ces gamins que décrit Arlette Farge, à la fois petits voisins, apprentis, messagers, élevés par tout un chacun, toujours à la lisière du foyer, de l'atelier et de la rue. Comme au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'échange d'enfants qu'organise l'Assistance publique républicaine efface les frontières de l'espace privé et de l'espace public.

La douloureuse insertion des enfants de l'Assistance publique

- 9 Si les enfants assistés demeurent les parias d'une République qui avait exprimé le désir de les réhabiliter, ce n'est pas seulement à cause de la rupture parentale (fût-elle due à la misère, à l'illégitimité de l'enfant, à l'indignité des parents ou à toute autre cause), c'est aussi en raison du placement familial rural compris comme un idéal et une pratique. Une fois consommée la séparation avec les parents, l'administration générale, le corps de l'inspection et les directeurs d'agence mettent en œuvre, par-delà la gestion quotidienne du service, une éducation qui imprègne durablement les pupilles. Le séjour des enfants en agence modifie en profondeur leur personnalité.
- 10 L'effort normatif porte en priorité sur les filles. Davantage exposées aux violences, facilement soupçonnées d'inconduite, elles sont plus défendues mais aussi plus surveillées et plus réprimées. L'influence de l'administration s'exerce aussi par la voie du travail. À partir de treize ans, les enfants assistés sont placés dans des fermes : le labeur agricole doit les relever physiquement et les mettre dans le droit chemin. En matière de placements, de salaires et de distractions, les garçons sont plus libres que les filles ; mais la mise en condition inaugure, pour les pupilles des deux sexes, une période très difficile. Brutalement retirés à leur famille d'accueil et placés chez des étrangers, les jeunes domestiques de l'Assistance publique sont soumis à un travail physique éreintant. Surtout, les enfants assistés ne se fondent pas parmi les autres salariés : confinés aux postes les plus subalternes et les plus serviles, ils sont stigmatisés en raison de leur origine. Malversations, brutalités, injures et humiliations (sans parler des violences sexuelles) sont coutumières, tant il est vrai que les pupilles, précédés par leur réputation, sont des victimes vulnérables et des proies faciles.
- 11 Dispersés sur tout le territoire français, placés dans des agences d'inégale valeur, surveillés plus ou moins efficacement, les enfants assistés ont pour point commun de

vivre à la campagne, loin de Paris. Tous acquièrent un habitus paysan et c'est là une victoire majeure pour l'Assistance publique. À l'exception des moralement abandonnés et des pupilles arrivés tard dans le service, les Petits Parisiens travaillent et se divertissent à peu près de la même façon que les autochtones. Économiquement rentables dès la fin de l'enfance, admis dans les bistrots et les bals du pays, aptes à se trouver une amoureuse et à entretenir des correspondances, ils « font jeunesse » comme les jeunes gens du cru. Particulièrement sensibles à leur honneur, ils maîtrisent l'art de l'insulte, de la médisance et de la vengeance, tout en sachant pratiquer la négociation et l'arrangement.

- 12 Force est pourtant de constater que, malgré le fort recul de l'analphabétisme et des exemptions à la veille de la Première Guerre mondiale, les pupilles de l'Assistance publique n'ont pas les mêmes chances que les enfants des familles populaires rurales. Les inégalités se manifestent à toutes les étapes de la vie, à l'école, lors des louées, dans les fermes, à la caserne et même après la majorité. Dans l'ensemble, la scolarité des pupilles est moins brillante que celle des enfants légitimes et leur taux de réussite au certificat d'études moins important ; la voie d'accès à l'enseignement primaire supérieur, au concours des bourses et aux lycées leur est résolument barrée, même dans les années 1930. Le monde du travail est souvent cruel pour les domestiques de l'Assistance publique. Les humiliations ne leur sont pas épargnées et leurs gages sont globalement moins élevés que ceux des autres salariés subalternes. La vie de soldat révèle la dépendance économique et affective des garçons. À vingt ans, les enfants assistés sont plus petits que les jeunes gens de famille. Enfin, leur ascension sociale est moins forte.
- 13 L'Assistance publique n'est pas étrangère à cet échec. Sous la Troisième République, son « but ultime » consiste à transformer les enfants « en honnêtes gens et [à] leur faire aimer leur milieu social et leur profession ». Derrière ces euphémismes se dissimule un paternalisme d'État qui vise à sédentariser les enfants abandonnés et à les éloigner de la délinquance tout en revitalisant les campagnes dépeuplées. La République n'entend pas arracher les enfants du peuple à leur milieu d'origine ; mais l'Assistance publique milite ouvertement pour l'immobilité sociale. Systématiquement retirés de l'école à treize ans et placés d'office dans un secteur agricole dont ils contribuent à accentuer le retard, les pupilles sont voués à rester loin de la modernité qu'incarnent la ville, l'industrie et le diplôme. Après la majorité, plus de la moitié demeure dans la domesticité agricole et l'artisanat rural, tandis qu'un sur dix tombe dans la misère. Au final, les enfants assistés s'insèrent dans la société d'un point de vue résidentiel, matrimonial et professionnel, échappant au vagabondage et à la criminalité ; mais, en l'absence de patrimoine et de diplôme (autre que le certificat d'études), leur destin est promis à la modestie.

La République au prisme de l'abandon

- 14 Une fois conjurée la mortalité infantile et prodiguée l'instruction minimale, l'action de l'État marque le pas. Les grands desseins de Pasteur et Ferry, conçus dans les années 1880, triomphent à la Belle Époque. Après la guerre, obnubilée par le désarroi des pupilles de la nation et le chantier des assurances sociales, la République cesse de prêter attention aux enfants de l'Assistance publique ; c'est la raison pour laquelle, dans l'entre-deux-guerres, ils ne profitent pas de la démocratisation à l'œuvre dans la société française. De 1874 à 1939, l'ascension sociale des pupilles a été considérée comme une tâche très mineure, derrière les missions augustes – le combat hygiéniste,

l'instruction élémentaire, la greffe territoriale et le renflouement de l'agriculture. L'idéal d'égalité et de justice sociale a laissé les Petits Parisiens sur le bord du chemin. L'Assistance publique républicaine, miroir d'une France peuplée de petits cultivateurs propriétaires, n'aura donné naissance qu'à des servantes et des ouvriers agricoles. Comment s'explique cet échec ?

- 15 Trois principes guident l'action de l'Assistance publique républicaine : le solidarisme, le jacobinisme et l'agrarisme. Héritière de la pensée de La Rochefoucauld-Liancourt et de Léon Bourgeois, irriguant un réseau d'agences installées en province mais gérées depuis Paris, pénétrée des vertus de la campagne et du travail champêtre, l'Assistance publique de la Seine s'efforce de mettre en œuvre une utopie bien française. La politique de l'Assistance publique républicaine, avant-poste d'un État-providence en voie de formation, puise au fonds chrétien et à la pensée des Lumières, mais elle use aussi de la contrainte physique et morale. Son projet, qui se veut libérateur, est indissociablement normatif. C'est pour être affranchis de maux ancestraux que les enfants sont d'abord encadrés et contrôlés. Cette intime contradiction gît au cœur de l'action menée par l'Assistance publique de la Seine ; et c'est pourquoi celle-ci n'est pas sans rapport avec les colonies agricoles pénitentiaires qui sont nées en même temps qu'elle. Cette violence humaniste et cet agrarisme coercitif visent à émanciper les enfants tout en les redressant. Comme la colonie agricole pénitentiaire et l'Œuvre Grancher pour enfants tuberculeux, l'Assistance publique est, selon les mots de son directeur Henri Monod, une « vaste usine » purificatrice qui reçoit la lie de la sentine urbaine, « la dépouille de ses scories et la rend aux usages sociaux ». Comme l'Empire napoléonien voulait des pupilles aptes à servir dans les régiments d'infanterie et sur les navires de guerre, la République défendue par Jules Méline et administrée par le Parti radical s'est efforcée de transformer les pupilles en petits paysans, piliers d'une France terrienne immunisée contre l'exode rural et l'industrialisation.
- 16 Ce déracinement acculturant, qui extirpe jusqu'aux racines du passé pour mieux faire reflourir l'avenir, s'applique d'autant mieux aux enfants abandonnés que ceux-ci sont très jeunes et dépourvus d'attaches, donc idéalement malléables. Bien sûr, l'utopie de la table rase préexiste au régime qu'incarnent Jules Ferry, Henri Monod et Jules Méline, et même à la Révolution française ; mais ce n'est pas un hasard si les services d'enfants assistés s'attellent à la rénovation de l'individu au moment où un État appuyé sur les masses rurales se met à monopoliser le devoir d'assistance à l'enfance au détriment de la bienfaisance privée. En 1793 comme en 1886, les idéaux de la République jacobine coïncident avec le rêve de toute-puissance qui irrigue les mythes bibliques et gréco-latins.
- 17 Au final, cette ambition s'est soldée par un échec. Premièrement, l'*aurea mediocritas* que prônent les responsables de l'Assistance publique sert de paravent à la pauvreté qui attend la moitié des anciens pupilles. Si l'administration enlève et élève les enfants du prolétariat urbain, elle les maintient bien souvent dans le prolétariat rural. Dans l'entre-deux-guerres, nombreux sont les garçons à rentrer dans leur ville natale pour travailler dans les bureaux ou vivoter de petits métiers – deux destinées que réprouve leur ex-tutrice. Deuxièmement, le placement familial rural et la mise en condition des pupilles dans les fermes n'ont à aucun moment compensé l'exode rural, qui a déplacé plusieurs millions d'individus entre la Monarchie de Juillet et la Cinquième République. De même que la spécialisation nourricière des régions est liée à l'échec de la transition industrielle, de même le reflux des enfants abandonnés (de Paris et d'ailleurs) vers les

campagnes a accentué le retard de l'agriculture. Le placement des pupilles, main-d'œuvre nombreuse, peu qualifiée et sous-payée, symbolise la réticence industrielle de la France et son retard économique, qu'elle parviendra à combler seulement dans les années 1960.